



HAL
open science

Firmes et géopolitique

Yann Pierrick Gérald Richard, Mark Bailoni, Sylvie Daviet, Michel Deshaies,
Simon Edelblutte, Jacques Fache, Frédéric Leriche, Stéphane Rosière

► **To cite this version:**

Yann Pierrick Gérald Richard, Mark Bailoni, Sylvie Daviet, Michel Deshaies, Simon Edelblutte, et al..
Firmes et géopolitique. *L'Espace Politique*, 2011, 15, 10.4000/espacepolitique.2162 . hal-03171692

HAL Id: hal-03171692

<https://hal.science/hal-03171692>

Submitted on 2 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License



L'Espace Politique

Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique

15 | 2011-3

Firmes et géopolitiques

Firmes et géopolitique

Firms and Geopolitics

Yann Richard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/2162>

DOI : 10.4000/espacepolitique.2162

ISBN : 978-2-8218-1313-7

ISSN : 1958-5500

Éditeur

Université de Reims Champagne-Ardenne

Ce document vous est offert par Aix-Marseille Université (AMU)



Référence électronique

Yann Richard, « Firmes et géopolitique », *L'Espace Politique* [En ligne], 15 | 2011-3, mis en ligne le 25 octobre 2011, consulté le 02 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/2162> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.2162>

Ce document a été généré automatiquement le 2 avril 2021.



Les contenus de *L'Espace politique* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

Firmes et géopolitique

Firms and Geopolitics

Yann Richard

Avec la collaboration de Mark Bailoni¹, Sylvie Daviet², Michel Deshaies³, Simon Edelblutte⁴, Jacques Fache⁵, Frédéric Leriche⁶ et Stéphane Rosière⁷

- 1 Les communications réunies dans ce numéro de *L'Espace Politique* sont issues du colloque « Firmes, géopolitique et territoire » organisé les 10 et 11 septembre 2010 à la Maison des Sciences de l'Homme de l'université de Nancy 2. Ce colloque, initié conjointement par les commissions « géographie politique » et « industrie et emploi » du CNFG, a donné lieu à 35 communications de chercheurs français et étrangers permettant de réfléchir et de proposer une image objectivée de la place qu'occupent les firmes en tant qu'acteurs géopolitiques. Outre ce numéro, d'autres communications ont été publiées par la *Revue Géographique de l'Est*.
- 2 La crise financière et économique, l'instabilité des marchés, les spéculations sur les États, la concurrence pour les ressources, les multiples problèmes environnementaux locaux ou globaux ont mis les firmes sur le devant de la scène. Face aux plus puissantes d'entre elles, même les grands États — souvent endettés, parfois paralysés — ont une capacité d'action limitée. Le contexte politique, économique et social mondial actuel est donc plutôt bien choisi pour parler de la firme comme d'un véritable acteur géopolitique. On peut ainsi se féliciter de l'intuition qui a guidé les commissions présidées par Sylvie Daviet et Stéphane Rosière pour mettre dans l'actualité scientifique ce thème dont l'importance est chaque jour plus évidente.
- 3 L'approche des relations entre politique et économie a variée au fil du temps. Les auteurs classiques (Adam Smith) et néoclassiques (Walras), tout en donnant la primauté au marché, ont pu préconiser l'intervention de l'État dans certains secteurs ou circonstances. Au milieu du XX^{ème} siècle, et à la suite de la crise de 1929, le keynésianisme renverse la donne. En montrant que les marchés ne s'équilibrent pas automatiquement, il ouvre la voie d'une ère plus interventionniste. C'est en critiquant l'État Providence que le libéralisme contemporain revient en force, sous la plume de

Milton Friedman qui publie en 1962 son très influent *Capitalism and Freedom* qui inspire les politiques de Margaret Thatcher et Ronald Reagan au début des années 1980, avant que ses idées ne se diffusent au sein des organisations internationales et des gouvernements de nombreux pays.

- 4 A l'issue de ce processus de privatisations et de dérèglementations, les firmes multinationales s'imposent comme des acteurs majeurs. On peut se demander si, plus généralement, les acteurs économiques et financiers (agences de notations) ne sont pas devenues des acteurs politiques incontournables, tant ils sont capables, à travers des *think tanks* et autres groupes de pression, d'orienter les politiques structurelles. Ce rôle « post-manufacturier » est, pour partie, le résultat du « retrait de l'État », tel que Susan Strange a pu le théoriser dans les années 1990. Ce « retrait » s'est exprimé autant à l'intérieur des États dans le cadre d'un désengagement des pouvoirs centraux, que par l'action nouvelle d'acteurs transnationaux, comme les banques et fonds de pensions dont les capacités financières se sont considérablement renforcées et qui modifient l'approche classique des relations internationales et de la géopolitique.
- 5 La crise actuelle va-t-elle mettre un terme à cette montée en puissance et provoquer un « retour de l'Etat » ? Il est sans doute encore trop tôt pour l'affirmer, d'autant que l'influence libérale esquissée par l'école de Chicago est encore prégnante dans nombre d'institutions. Mais la logique prônant toujours moins d'État semble désormais remise en question. L'intervention de la puissance publique a été nécessaire pour sauver certaines firmes et banques de la faillite depuis la grande récession de 2008. La pression populaire se fait chaque jour entendre pour demander plus de régulation. Dans les économies « émergentes », l'État demeure un acteur essentiel du développement, notamment en Chine, devenue l'« usine du monde » et détenant d'immenses réserves financières.
- 6 Le rôle des firmes et des acteurs économiques doit être reconsidéré au regard de ces évolutions. Quelles sont les stratégies mondiales des firmes et leur capacité à investir les lieux de pouvoir ? Comment sont-elles à leur tour prises dans l'orbite des ambitions nationales ? Comment sont-elles impliquées dans les conflits, les questions de défense et de sécurité ?
- 7 La démarche géopolitique permet d'étudier ces évolutions économiques et politiques contemporaines et leurs conséquences sur les territoires. Que la géopolitique soit pensée comme l'étude des « rivalités de pouvoirs sur les territoires » (Lacoste, 1995), ou « l'étude de l'espace considéré comme un enjeu » (Rosière, 2003), la firme est dans tous les cas considérée comme un acteur central et décisif. C'est ce qu'ont montré Edward Luttwak (1990) et, de façon plus nuancée, Pascal Lorot (1999). Luttwak part du constat que la compétition économique remplace la guerre et plaide en 1990 pour l'exploration d'un champ de recherche appelé « géoéconomie ». Pascal Lorot souligne que « la conquête des marchés et la maîtrise des technologies les plus avancées a pris le pas sur celle des territoires ». Il prend acte de l'émergence d'acteurs nombreux et hétérogènes dans les relations économiques et la gouvernance de la mondialisation. Il constate la modification du rôle régulateur des États face au poids croissant des firmes et des nouveaux acteurs sur les marchés financiers.
- 8 L'analyse géopolitique est particulièrement appropriée à l'étude de l'activité des firmes pour une autre raison. Ces dernières développent leurs actions à différentes échelles. Elles sont concurrentes sur des marchés de toutes tailles. Elles déploient leurs activités selon des logiques qui ne sont pas toujours cohérentes et compatibles avec celles des

États territoriaux. Certaines sont globales ou se déploient sur de vastes espaces, contribuant à la régionalisation des échanges. Elles se caractérisent souvent par leur extrême mobilité (déplacement de facteurs de production et relocalisation, mouvement de capitaux). Parfois, elles peuvent être le bras agissant d'une diplomatie économique, au service des intérêts de tel ou tel pays. Enfin, elles agissent localement, ce qui peut causer des rivalités et situations de tension avec d'autres acteurs. Ces observations montrent qu'une réflexion épistémologique est essentielle pour mieux appréhender le rôle des firmes comme acteurs du territoire et des enjeux géopolitiques.

- 9 Dans ce numéro de *L'Espace Politique*, huit articles contribuent à l'étude des firmes comme acteurs géopolitiques à différentes échelles et sous différents angles. Les trois premiers explorent les tensions entre l'Etat territorial et les firmes dans le contexte de l'intégration européenne. Antoine Beyer montre que la libéralisation des transports ferroviaires en Europe n'a pas effacé la force des réalités nationales. Celles-ci continuent de guider les stratégies des acteurs dans ce secteur. La construction du marché unique depuis plus de vingt ans ne débouche pas sur la production d'un vaste espace transparent et déterritorialisé. Au contraire, dans le cadre de stratégies paneuropéennes mises en œuvre par les entreprises, le contrôle du territoire national fait émerger à nouveau des antagonismes anciens.
- 10 Emmanuelle Boulineau montre l'impact de la politique de cohésion de l'Union européenne en Bulgarie. Comment répondre à la stratégie de Lisbonne (2000) qui vise à accroître la compétitivité européenne tout en garantissant la cohésion sociale et territoriale ? L'auteure analyse l'impact des IDE et fait un premier bilan de l'utilisation des fonds structurels européens pour en souligner les impacts spatiaux. L'intégration européenne de la Bulgarie passe de plus en plus par les échelons infra-nationaux, contribuant à la redéfinition du rôle de l'État. Les projets de développement local poussent ainsi les communes à développer de nouvelles coopérations et à faire preuve de dynamisme. Mark Bailoni rappelle que l'installation de firmes étrangère a désormais des conséquences géopolitiques majeures dans une économie britannique traditionnellement très ouverte. L'image des investisseurs étrangers a évolué dans les représentations des Britanniques après les années 1990. Ces derniers sont de plus en plus hostiles au rachat de firmes nationales par des capitaux étrangers. Une forme de nationalisme économique, peut-être conforté par la dépression économique actuelle et par le comportement abusif de certains investisseurs étrangers, est-elle en train d'émerger ?
- 11 Les deux articles suivants étudient précisément le comportement des firmes et leur perception par les populations locales. Anna Greissing étudie la région du Jari en Amazonie brésilienne, peuplée jusqu'au milieu du XXème siècle par de petites communautés dispersées vivant de l'extraction des ressources naturelles. L'arrivée d'une grande entreprise dans les années 1960 a bouleversé la région. Après avoir été fortement critiqué et contesté par les populations locales, le « projet Jari » s'est transformé. Il se fonde désormais sur un modèle de management novateur et plus durable, inspiré par les idées de responsabilité sociale et environnementale. Les contestations locales, mettant face à face l'agrobusiness et l'extraction traditionnelle, se sont ainsi atténuées. Michel Deshaies montre quant à lui que les firmes créant de grandes exploitations minières s'exposent de plus en plus à l'opposition des populations locales, parfois soutenues par des ONG environnementalistes. Ces dernières peuvent avoir une influence considérable sur les opinions publiques et poussent parfois

les États à annuler des projets miniers. En conséquence, certaines firmes aurifères développent des stratégies pour rendre plus acceptables leurs projets miniers.

- 12 Les trois derniers articles explorent les relations complexes qui s'établissent entre les firmes et les États autour de trois cas de figure très différents. Stefania Paladini et Suresh George proposent une analyse géoéconomique de la course aux matières premières. Les firmes chinoises, très directement liées à l'État, sont très actives dans cette quête des ressources naturelles afin de conforter le développement économique rapide de la Chine. Elles sont en compétition directe avec d'autres entreprises, notamment indiennes, américaines et européennes et n'hésitent pas à développer des stratégies agressives pour sécuriser l'approvisionnement de leur pays d'origine contribuant à l'émergence de tensions internationales.
- 13 Maude Sainteville s'intéresse aux modalités géographiques de la mondialisation boursière. Grâce aux cotations transfrontières, les entreprises peuvent lever des capitaux et faire coter leurs valeurs sur des marchés étrangers. Malgré la déréglementation des marchés financiers, l'idée de « *global marketplace* » reste illusoire car les émetteurs ne sont pas indifférents à la localisation de leurs places de cotation. Toutefois, certaines entreprises agissent à travers diverses entités enregistrées dans les paradis fiscaux. Maude Sainteville met en lumière les stratégies de cotation des firmes et la place déterminante des paradis fiscaux dans les réseaux de la globalisation boursière. Elle explore ainsi les préférences relationnelles qui existent au sein d'un tripôle constitué par les firmes, les États et les places de cotation. Enfin, Virginie Mammadouh et Herman van der Wusten s'interrogent sur les compétitions entre firmes dans un secteur hautement stratégique où les États continuent de jouer un rôle de premier plan : la production des armements. Leur article analyse les choix faits par les Pays-Bas en matière d'équipement militaire à un moment où l'Union européenne met en œuvre à grand peine sa politique de sécurité et de défense. Dans le cadre d'une analyse géopolitique et géoéconomique, ils expliquent comment le gouvernement néerlandais justifie l'acquisition d'une nouvelle génération d'avions de combat en coopération avec les États-Unis au lieu d'acheter des appareils français (Rafale) ou européens (Eurofighter). Ils montrent aussi dans quelle mesure un tel choix influence l'évolution de l'UE comme acteur des relations internationales.

NOTES

1. Maître de conférences à Nancy-université, mark.bailoni@univ-nancy2.fr
2. Professeure à l'Université d'Aix-Marseille, UMR TELEMME, Présidente de la commission Industries et emplois du CNFG, Sylvie.Daviet@univ-provence.fr
3. Professeur à Nancy-université, directeur du CERPA et directeur scientifique de la Revue Géographie que de l'Est, michel.deshaies@univ-nancy2.fr
4. Maître de conférences à Nancy-université, simon.edelblutte@univ-nancy2.fr
5. Professeur à l'université d'Angers, secrétaire de la commission Industries et emplois du CNFG, jacques.fache@univ-angers.fr

6. Professeur à l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ), UFR des Sciences Sociales / CEMOTEV,

7. Professeur à l'Université de Reims Champagne-Ardenne, Professeur de l'Université Matej Bel (Banska Bystrica, Slovaquie), Directeur de la revue *L'Espace Politique*, Président de la commission de géographie politique et géopolitique du CNFG, Membre du Comité de direction de la Commission de géographie politique de l'IGU/UGI, stephane.rosiere@univ-reims.fr

RÉSUMÉS

Article introductif du numéro 15 (2011-3) de la revue *L'Espace politique* intitulé « Firmes et géopolitique »

Introductory article of the issue 15 (2011-3) of the journal *L'Espace politique* entitled "Firms and Geopolitics"

AUTEUR

YANN RICHARD

Professeur

Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne - UMR PRODIG - comité éditorial de la revue *L'Espace Politique*

yrichard@univ-paris1.fr